

Grèce: 7 ans de malheur en graphiques et images

AlterEcoPlus, 29 mai 2015



La Grèce est le douzième pays à intégrer la zone euro.



Janvier 2001

La croissance annuelle entre 2000 et 2007 est de 4,2 %. La dette publique est supérieure à 100 % du PIB, l'économie souterraine est très importante (entre 20 % et 30 % du PIB).

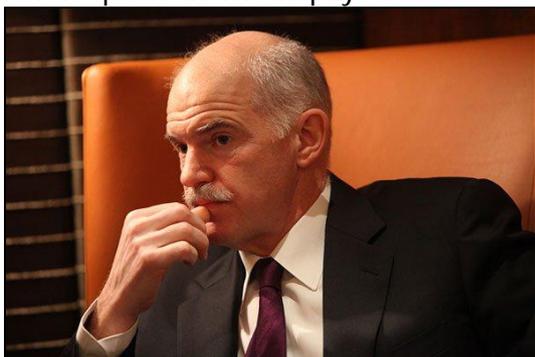
2006

Crise des subprimes, blocage du marché interbancaire européen.



[En savoir plus](#) 2007

Election du gouvernement socialiste de Georges Papandréou. Le Premier ministre grec révèle que le déficit du pays a été sous-estimé. Il sera plusieurs fois réévalué à la hausse.



[En savoir plus](#) Octobre 2009

L'agence de notation financière Fitch Ratings baisse la note de la Grèce, suivie par Moody's et Standard & Poor. Le pays s'enfonçe dans la crise, ses taux d'intérêt s'envolent, la bourse s'effondre. Début de la rigueur.

[En savoir plus](#) Décembre 2009

Plan de réduction des déficits avec objectif 2,8 % pour 2012.

Janvier 2010

Début des grèves, particulièrement dans les transports et les services publics.



[En savoir plus](#) Février 2010

Les dirigeants européens de la zone euro sont disposés à mettre en place une aide financière pour la Grèce avec le FMI, mais à des taux punitifs et seulement en dernier recours.

Mars 2010

La Grèce demande l'aide internationale car les marchés pratiquent des taux trop élevés.

Avril 2010

Premier plan de sauvetage de l'Union européenne et du FMI : 110 milliards d'euros de prêt sur 3 ans. En contrepartie, les créanciers imposent à Athènes un plan d'économie de 30 milliards d'euros d'économie – réforme des retraites, coupe dans la fonction publique. Nouvelles manifestations, hausse de la violence. Création du Fonds européen de stabilité financière.



[En savoir plus](#) Mai 2010

Le PIB a reculé de 237 à 226 milliards d'euros sur un an.

[En savoir plus](#) Décembre 2010

Le taux de chômage monte à 15,1 %, celui des moins de 25 ans à 39,2 %.

Janvier 2011

Athènes s'engage à accélérer son programme de privatisations. En échange le pays obtient une baisse des taux d'intérêts des prêts et l'allongement de leur durée. Création du Mécanisme européen de stabilité.

Mars 2011

Le Premier ministre Georges Papandréou présente un deuxième plan d'austérité, avec comme objectif de réaliser 26 milliards d'économies supplémentaires d'ici à 2015. Nouvelles manifestations contre la rigueur à Athènes.



Avril 2011

Evangelos Venizélos est nommé vice-Premier ministre et ministre de l'Economie. Le parlement adopte un nouveau plan d'austérité en échange d'une nouvelle tranche d'aide de 12 milliards d'euros.

Juin 2011

La zone euro et le FMI s'accordent sur un second plan d'aide à la Grèce de 109 milliards d'euros.

[En savoir plus](#) Juillet 2011

La Troïka (Commission Européenne, BCE et FMI) dénonce le dérapage des comptes publics et le retard pris par les réformes.



[En savoir plus](#) Septembre 2011

Nouvelles manifestations, la zone euro propose l'effacement par les banques privées de 50 % de la dette grecque qu'elles détiennent contre une recapitalisation de 106 milliards d'euros. Georges Papandréou annonce un référendum sur ce plan.

Octobre 2011

Face aux critiques européennes, Georges Papandréou renonce au référendum et démissionne. Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque Centrale Européenne est nommé Premier ministre. Son gouvernement accueille des élus de l'extrême droite.

[En savoir plus](#) Novembre 2011

Le PIB continue de chuter, il atteint 208 milliards d'euros.

[En savoir plus](#) Décembre 2011

La Grèce commence à négocier avec la Troïka un nouveau train de réformes, en échange de la mise en œuvre d'un second plan de sauvetage

[En savoir plus](#) Janvier 2012

Le parlement grec adopte un nouveau programme de rigueur. Violentes manifestations. Plus de 80 000 personnes défilent contre l'austérité à Athènes. Les pays de la zone euro se mettent d'accord sur un nouveau plan de sauvetage de 237 milliards d'euros au total dont 130 milliards d'euros de prêts jusqu'en 2014.



[En savoir plus](#) Février 2012

Elections législatives anticipées. Pas de majorité, le parti néonazi « Aube Dorée » fait son entrée au parlement avec près de 7 % des voix.



Mai 2012

Nouveau scrutin législatif remporté par les conservateurs de « Nouvelle Démocratie ». Leur leader Antonis Samaras s'allie aux socialistes et devient Premier ministre.



Juin 2012

La Grèce s'engage à réaliser les réductions de dépenses de 11,5 milliards d'euros réclamées par l'Union Européenne et le FMI, en échange, elle réclame plus de temps pour mettre en œuvre les réformes exigées.

Août 2012

Grève générale. La Grèce relance son programme de privatisation et de cession, principalement sur des projets fonciers touristiques.

[En savoir plus](#) Septembre 2012

Nouvel accord entre la Grèce et ses créanciers (FMI et Europe) sur une solution pour alléger la dette à 124 % à l'horizon 2020. Athènes va pouvoir recevoir une enveloppe de 40 milliards d'euros.

[En savoir plus](#) Novembre 2012

La Grèce quitte l'indice boursier MSCI des pays développés et redevient un pays émergent.

Juin 2013

Grève générale de la fonction publique, dont les effectifs ont déjà fondu de 11 %, contre les réformes qui prévoient le redéploiement de 4 200 fonctionnaires en échange d'une nouvelle tranche d'aide de 6,8 milliards d'euros.

Juillet 2013

Echec des négociations entre Athènes et la Troïka sur le rythme des réformes en échange d'un nouveau plan d'aide.

[En savoir plus](#) Décembre 2013

La Grèce retourne sur les marchés pour la première fois en quatre ans et annonce un excédent budgétaire (hors charges de la dette).

Avril 2014

Le budget adopté par le Parlement grec contesté par la Troïka.

[En savoir plus](#) Décembre 2014

Election de Syriza.

[En savoir plus](#) Janvier 2015

Tournée européenne de Tsipras et Varoufakis qui obtiennent un accord avec les créanciers grecs sur une liste de réformes à effectuer. Le pays voit arriver de nouvelles échéances dont 1,9 milliard d'euros pour payer ses fonctionnaires et les pensions des retraités.

[En savoir plus](#) Février 2015

La Banque centrale européenne doit décider de verser ou non des liquidités d'urgence aux banques grecques. Les ministres des Finances de l'Eurogroupe doivent trouver un accord sur une liste définitive de réformes. La Grèce doit rembourser 3,8 milliards d'euros dont 2,8 milliards d'échéance des obligations d'État et 948 millions au FMI. Athènes va devoir déboursier 1,7 milliard d'euros pour le traitement des fonctionnaires et le paiement des retraites.

[En savoir plus](#) Mai 2015

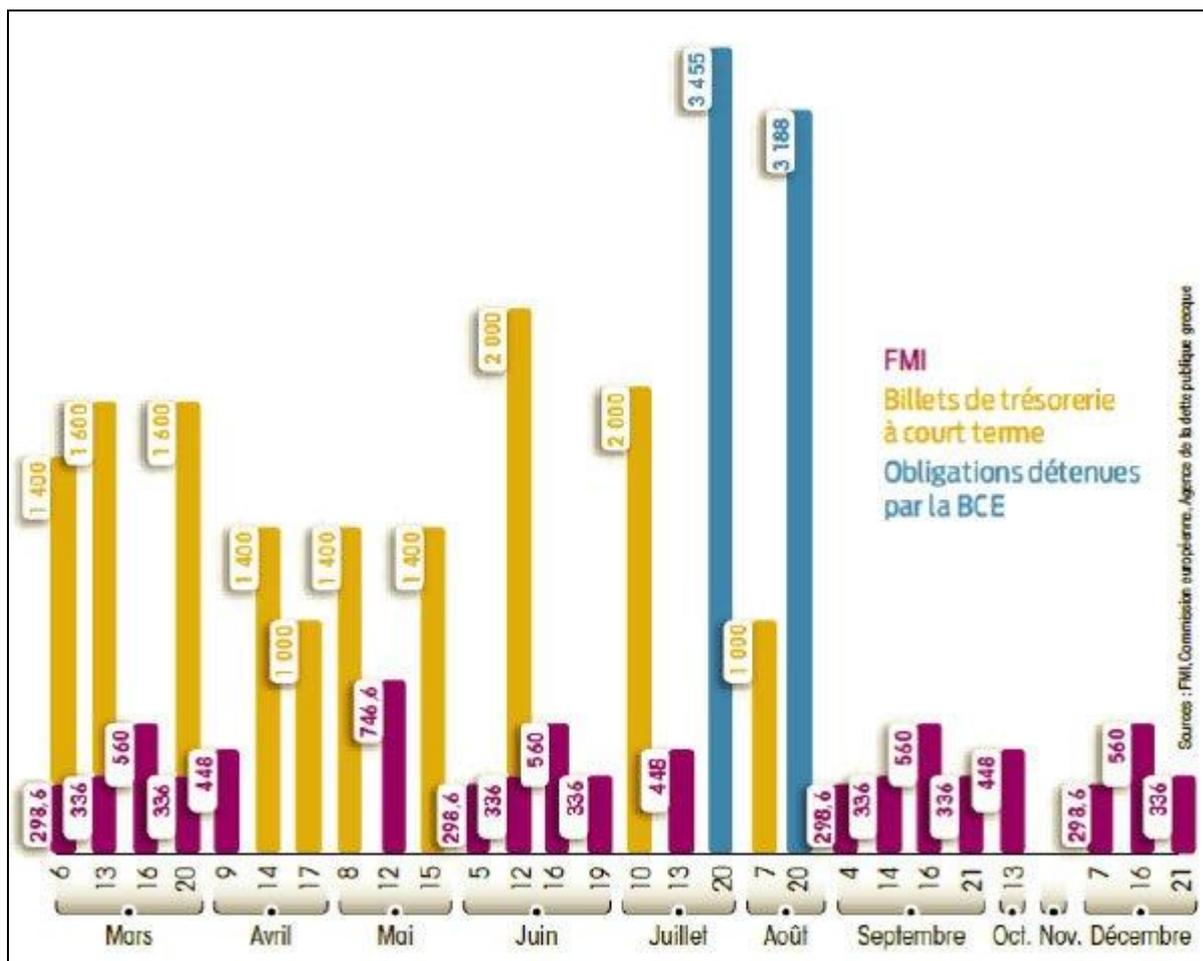
Nouvelle échéance, Athènes doit payer 5,2 milliards des obligations d'État et 1,5 milliard dû au FMI. Fin du deuxième plan d'aide. La Grèce est à court de liquidités mais doit trouver 1,7 milliard d'euros pour payer ses fonctionnaires et ses retraités.

[En savoir plus](#) Juin 2015

Echéance clef :

La Grèce doit rembourser 3 milliards d'échéance des obligations d'État, 468 millions au FMI et 3,5 milliards à la BCE. Le pays pourrait se retrouver en défaut de paiement. Elle doit négocier un nouveau plan d'aide à l'Europe ou un allongement des délais de remboursements. L'État devra à nouveau sortir 1,7 milliard d'euros des caisses pour le traitement des fonctionnaires et le paiement des retraites.





[En savoir plus](#) Juillet 2015

Nouveau remboursement : 1 milliard d'échéance des obligations d'État, 182 millions pour le FMI et 3,2 milliards à la BCE.

[En savoir plus](#)